

LÉON BLUM (1872-1950)

UNE GRANDE FIGURE DE LA RÉPUBLIQUE

Par Rémy PECH¹

Bien qu'il ait suscité de nombreuses biographies, dont celles de Jean Lacouture, Ilan Greilsammer, Frédéric Monier, Jean Birnbaum, Serge Berstein², et toute récente, de Philippe Collin, *Léon Blum, une vie héroïque*, Léon Blum reste souvent méconnu et parfois caricaturé ou négligé.

Le rôle de cet héritier spirituel et politique de Jean Jaurès a pourtant été essentiel pour l'histoire de notre pays à quatre reprises :

1920 : la scission au congrès de Tours du Parti socialiste SFIO. La majorité a constitué le Parti communiste, tandis que Blum « *garde la vieille maison* » et s'emploie à redynamiser la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) qui devient très vite l'épine dorsale de la gauche.

1936 : à la tête du gouvernement de Front populaire, Blum réalise en une année des réformes sociales fondamentales. Il dénonce le péril de guerre imminent causé par la montée du nazisme, mais ne peut empêcher la chute de l'Espagne républicaine.

1940-1945 : adversaire de Pétain à qui il refuse les pleins pouvoirs, il est jeté en prison et déferé en 1941 devant la Cour de Riom. Par sa plaidoirie, il transforme le procès en une charge implacable contre le régime de Vichy et apparaît dès lors comme un résistant emblématique avant d'être déporté à Buchenwald jusqu'en 1945.

1945-1950 : il participe à la fondation de la IV^e République, dirige le dernier gouvernement provisoire en 1946 et oriente le régime vers de nouvelles réformes. Entre l'opposition gaulliste et communiste, il inspire la « troisième force » qui procure pendant douze ans un certain équilibre politique.

Famille, formation, débuts politiques

Il est né en 1872 dans une famille aisée de Juifs alsaciens, commerçants en tissus implantés à Paris dans le Marais, très intégrés dans la bourgeoisie parisienne. Ses

1. Communication présentée à l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse à la séance du 11 janvier 2024.

2. Lacouture, Jean, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1974.

Greilsammer, Ilan, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996.

Berstein, Serge, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006.

Monier Frédéric, *La morale et le pouvoir*, Paris, Colin, 2016.

Birnbaum, Jean, *Léon Blum, un portrait*, Paris, Seuil, 2016.

Collin, Philippe, *Léon Blum, une vie héroïque*, Paris, Albin Michel, octobre 2023.

brillantes études le conduisent à l'École Normale Supérieure, mais il les interrompt et apparaît dans les années 1890 dans la Revue Blanche, comme esthète et critique littéraire et théâtral. Plus tard, son essai, *Du mariage*³, scandalise car il préconise pour les jeunes femmes une liberté sexuelle peu admise à l'époque.

Devenu juriste, il intègre en 1895 le Conseil d'État où il a instruit ou rendu plusieurs arrêts importants concernant les services publics et les fonctions administratives de 1910 à 1920. Il avait travaillé avec Jaurès : pour la défense de Dreyfus dans les années 1898-1900, pour la rédaction de L'Humanité quelques années à partir de 1904. Il prit part à l'unification socialiste de 1905 (création de la SFIO).

Directeur du cabinet de Marcel Sembat, ministre des travaux publics de 1914 à 1916, il est élu député de la Seine fin 1919. Il collabore à L'Humanité et essaye de maintenir l'unité de la SFIO, affaiblie par ses divisions et minoritaire à la Chambre dite « bleu horizon ».

Léon Blum au congrès de Tours en décembre 1920

En 1920 le Parti socialiste est profondément divisé sur deux sujets :

- le bilan de la guerre de 14-18 : Blum avait participé à l'Union sacrée. Il était donc suspect d'avoir contribué à prolonger l'hécatombe aux yeux de nombreux militants rescapés de la guerre et fascinés par la révolution d'Octobre en Russie.

- l'attitude à tenir face à la révolution soviétique de 1917. Il y a eu des retournements (Marcel Cachin par exemple). L'exigence de Lénine se traduit par les fameuses 21 conditions d'adhésion à la III^{ème} Internationale, transmises par Zinoviev dont on en retient souvent deux : la dictature du prolétariat une fois réalisée la prise du pouvoir et le centralisme démocratique au sein du parti (suppression des tendances).

On peut ajouter l'interdiction d'appartenir à la franc-maçonnerie qui pouvait gêner de nombreux militants (condition non stipulée par écrit).

Dans ce contexte, l'adhésion du congrès à la III^{ème} Internationale et l'appui inconditionnel à l'URSS s'accompagnent du changement de nom du parti : communiste au lieu de socialiste, même s'il s'agit bien en Russie de construire un régime « socialiste ».

Léon Blum ne répudie pas tout à fait la dictature du prolétariat, mais il la voit comme une étape temporaire et refuse la dictature d'une faction à la tête du parti. Il parle de « *dictature impersonnelle du prolétariat* ». Il refuse le centralisme démocratique en le décrivant comme une déviance bureaucratique et autoritaire.

Débats sans surprise : les mandats donnaient une forte majorité (75%) à la motion Cachin-Frossard qui servira de texte fondamental au Parti Communiste Français. Les autres motions, essentiellement celles de Jean Longuet et de Paul Faure, fusionnent et sont la base de la SFIO « maintenue » après cette scission.

Le discours de Blum sur la « *vieille maison* » marque les esprits : « *Pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison... Les uns et les autres, même séparés, restons des socialistes ; malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir* »⁴.

3. Blum, Léon, *Du mariage*, Paris, Ollendorf, 1907.

4. Blum, Léon, *Discours politiques*, présentation Alain Bergounioux, Paris, Imprimerie nationale, 1997, p.102.

La SFIO, sous l'impulsion de Léon Blum, Vincent Auriol, et de son secrétaire Paul Faure, prend vite l'ascendant sur le PCF traversé par de nombreuses purges et bloqué dans la tactique ouvriériste « classe contre classe » qui empêche les désistements au second tour de tous les scrutins. La gauche revient tout de même en 1924 avec le Cartel dirigé par le radical Édouard Herriot, mais la SFIO refuse de participer au ministère et le Cartel, déstabilisé par « *le mur de l'argent* », selon l'expression d'Édouard Herriot, s'estompe dès 1926, année où Poincaré préside un gouvernement de centre droit. En 1928, Blum est battu dans le 20^e arrondissement de Paris, mais revient à la Chambre en 1929 comme député de Narbonne. Il est l'incontestable figure de proue de la SFIO dont Paul Faure reste le secrétaire administratif.

Il se tiendra loin du pouvoir, sans doute comme Jaurès par un manque de volonté personnelle de l'exercer, et pour demeurer fidèle à la doctrine socialiste.

Dès 1918, il avait publié les *Lettres sur la réforme gouvernementale*⁵, rééditées en juin 36, inspirées par une réflexion sur l'instabilité ministérielle et l'expérience de l'union sacrée de guerre. Il est le précurseur du contrat de législation qui sera repris et appliqué par Pierre Mendès France en 1954. En 1926, il distingue la **conquête** du pouvoir qui consiste à entamer par de profondes réformes le processus de socialisation de l'économie et de la société, et l'**exercice** du pouvoir qui peut résulter du fonctionnement de la démocratie (ce qui va se produire effectivement en 1936). Cet exercice implique d'infléchir par des réformes la conduite des affaires publiques, mais en respectant scrupuleusement le cadre légal et constitutionnel.

Léon Blum va résister obstinément au projet de participation ministérielle défendu au sein du parti par Renaudel, Barthe, Paul-Boncour, Compère-Morel et bien d'autres, certains suspects de déviation autoritaire (Marcel Déat, le plus brillant). La scission des « néos » au congrès de 1933 illustre cette divergence et explique ensuite, après le 6 février 1934 où l'émeute contre le Palais-Bourbon débouche sur les gouvernements centre-droit de Doumergue et Laval, l'ouverture de la phase du Front (ou Rassemblement) populaire qui assure la victoire aux élections législatives de 1936. La SFIO ressort en position de gouverner, mais à condition qu'elle soit appuyée par le Parti radical et le Parti communiste enfin réintégré dans la gauche et en forte progression.

Léon Blum et l'expérience du Front populaire : juin 1936 - juin 1937

Les élections législatives d'avril-mai 1936 ont été tenues dans un contexte assez dramatique : tentative de lynchage de Blum en février à Paris, remilitarisation de la Rhénanie par Hitler en mars (« *L'Allemagne envahit l'Allemagne* » titrait inconsciemment Le Canard enchaîné). La gauche triomphe avec 376 élus contre 222 à la droite. En voix, c'est un progrès limité de l'ensemble de la gauche mais avec des transferts de voix importants qui placent la SFIO avec 148 élus comme parti leader et marquent un progrès notable du PC qui a 72 élus. Les radicaux reculent avec 115 élus contre 159 en 32.

Les élections déclenchent dans la classe ouvrière un grand espoir. Des grèves massives éclatent (aéronautique, métallurgie) et font tache d'huile dans des secteurs jusqu'alors peu concernés (grands magasins, petites entreprises). Les grèves avec occupation suscitent l'inquiétude du patronat. Pendant le mois de mai, Blum, désigné président du

5. Blum, Léon, *Lettres sur la réforme gouvernementale*, Paris, Grasset, 1918.



Blum fêté à Narbonne en juin 1936. À sa droite le maire Achille Lacroix.



Le gouvernement Léon Blum 1936. Seule femme Suzanne Lacorre. Tout à droite Vincent Auriol.

Conseil, prépare son ministère tout en multipliant les contacts avec patronat et syndicats.

Le parti radical et d'autres partis intermédiaires (Union socialiste républicaine, USR) siègent au gouvernement investi début juin, mais le PCF reste en soutien sans participation (c'est le « *ministère des masses* » selon Paul Vaillant-Couturier). On peut relever deux innovations :

- le président du Conseil ne prend aucun portefeuille. Il est le coordonnateur, le chef d'orchestre.
- trois femmes (ni électrices, ni éligibles) sont nommées secrétaires d'État.

Dès qu'il a obtenu l'investiture parlementaire, le 4 juin, Léon Blum boucle rapidement, le 7 juin, la négociation de Matignon sur l'augmentation des salaires, le droit syndical et les conventions collectives.

Il réussit, et même au-delà, à faire passer en deux mois, avec des votes massifs à la Chambre et un peu moins massifs au Sénat, les grandes réformes annoncées dans le programme : la semaine de 40 heures, les congés payés, la nationalisation de la Banque de France, l'Office national interprofessionnel du blé.



La démission vue par l'illustrateur et caricaturiste Jean Sennep en 1937. Portent le dais: Charles Spinasse, Vincent Auriol, Léon Jouhaux, Paul Faure.

Mais dès le 18 juillet un problème existentiel se pose : la rébellion militaire en Espagne menace de faire éclater le Front Populaire (les radicaux sont hostiles à l'intervention, tandis que les communistes la réclament). Blum imagine la non-intervention, qui ne sera pas respectée par les dictateurs, soutiens efficaces de Franco. En dépit de livraisons clandestines d'armes et d'envoi de volontaires - les Brigades internationales -, la République espagnole est isolée et va succomber au bout de trois années de lutte sanglante et de déchirements internes, notamment en Catalogne.

Avec le recul, on comprend que la guerre d'Espagne était en fait le début de la Seconde Guerre mondiale, mais sur le moment, Blum était ligoté. Lucide, il avait songé à démissionner mais en a été dissuadé par les Espagnols eux-mêmes (Azaña, Álvarez del Vayo, Largo Caballero).

Les motifs pour ne pas intervenir sont les suivants :

- la nécessité de se rapprocher de la Grande-Bretagne (alors gouvernée par les conservateurs avec Baldwin), résolument opposée à toute intervention armée. L'appui britannique est fondamental sur le plan diplomatique pour endiguer l'expansion nazie, également sur le plan monétaire : la dévaluation devient inéluctable à l'automne.
- la menace d'éclatement du Front Populaire si les radicaux, qui sont aux Affaires étrangères avec Yvon Delbos et à la Défense nationale avec Édouard Daladier, démissionnent.
- une opinion publique divisée, dominée par le pacifisme, jusqu'au sein de la SFIO. Il y a un risque de guerre civile en France, où les groupes d'extrême droite sont très puissants.

L'échec de la relance économique, le difficile maintien de l'ordre intérieur (fusillade de Clichy le 16 mars 1937 avec cinq morts ouvriers), conduisent Blum à demander les pleins pouvoirs financiers (préparés par le ministre des Finances Vincent Auriol). L'échec devant le Sénat, où les radicaux Caillaux et Malvy lâchent le gouvernement, provoque la démission de Blum le 21 juin 1937, mais il participe au gouvernement à direction radicale de Camille Chautemps ; il retourne même au pouvoir pour un mois en mars-avril 1938, après l'Anschluss, dans un ministère à tonalité socialiste, avec Pierre Mendès France au Trésor et toujours Jean Zay à l'Éducation Nationale et Édouard Daladier à la Défense.

Avec le même Jean Zay et avec Jean Perrin il amorça des réformes profondes pour la démocratisation de l'éducation et la création d'un organisme central de recherche

scientifique, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

Le passage du Front populaire a marqué l'histoire sociale : il a comblé une partie du retard sur les autres pays européens et amorcé les réformes qui seront établies à la Libération.

Léon Blum au procès de Riom (20 février-avril 1942)

C'est un cas emblématique : un homme seul ou presque (ses avocats, sa famille, les autres accusés, Daladier notamment l'ont secondé), jeté dans un procès inique, après avoir été emprisonné et même condamné par anticipation, au mépris de tout droit, retourne la situation, ridiculise ses accusateurs et obtient l'arrêt brutal du procès, devenu argument important en faveur de la résistance contre le régime de Vichy et le nazisme.

Le contexte

Dès le 30 juillet 1940, Pétain nomme une Cour suprême basée à Riom, non loin de Vichy - se rappeler que tous les magistrats ont prêté serment à Pétain sauf le Carcassonnais Paul Didier, aussitôt révoqué. Il s'agit de juger les responsables de la défaite de 1940, qui a été soldée par l'armistice signé par Pétain en juin. L'instruction du procès démarre dès octobre 1940 mais piétine ensuite : au cours de ses interrogatoires, Blum oppose une défense si pertinente que la tenue même du procès paraît aléatoire.

En 1942, le vent commençait de tourner, la Grande-Bretagne menacée d'invasion a tenu bon sous l'impulsion de Winston Churchill. La guerre germano-soviétique était enclenchée. Hitler s'enlise dans les Balkans et en Afrique du Nord pour venir à la rescousse des fascistes italiens. L'attaque surprise du Japon à Pearl Harbour en décembre 1941 jette la puissance américaine dans une guerre devenue vraiment mondiale après avoir été longtemps circonscrite à l'ouest de l'Europe.

Pétain maintient néanmoins, après ses deux discours sur la mémoire courte (17 juin 1941) et le vent mauvais (12 août 1941), la volonté d'organiser à Riom le procès de Blum, Daladier, Gamelin et autres. Le 16 octobre 1941, en vertu de pouvoirs judiciaires qu'il s'est attribués, Pétain ordonne que Léon Blum, Vincent Auriol, Georges Mandel, soient incarcérés dans une enceinte fortifiée. Il argue de l'indépendance de la Justice pour maintenir le procès dont il espérait sans doute des retombées favorables sur l'opinion.

Pourquoi ce souci ? De fait, il est conscient d'une perte de popularité et a le sentiment d'un revirement stratégique : il est nécessaire de raviver les rancœurs contre le régime républicain abattu le 10 juillet 40.

Léon Blum en 1942

Il avait été arrêté à Colomiers le 15 septembre 1940, à sa grande surprise, puis transféré dans diverses résidences ou prisons. Il a eu le temps de préparer sa défense puisque la création de la Cour suprême et l'instruction d'une plainte de l'État français « *pour trahison des devoirs de sa charge* » date du 30 juillet 1940, crime inédit. Léon Blum, ce n'est pas seulement un grand politique, le chef du gouvernement de Front Populaire (juin 1936-juin 1937), c'est aussi un grand juriste, membre du Conseil d'État pendant plus de 20 ans.

Les chefs d'accusation

La Cour renvoie à une date ultérieure la recherche des responsabilités militaires de la défaite, ce qui est pour le moins paradoxal. D'ailleurs, le général Gamelin, chef d'État-major jusqu'au 19 mai 1940, accusé présent au procès, se mure dans le mutisme. Reste Léon Blum. Il aurait « *trahi les devoirs de sa charge* » : l'impréparation militaire ; la démoralisation - esprit de jouissance, mesures limitant la production, nationalisations... « *Léon Blum, préparateur conscient et satanique de la débâcle. Il est l'homme qui a poussé à la guerre et organisé la défaite ; l'homme qui a inoculé le virus de la paresse dans le sang d'un peuple* »⁶. En réalité, il fallait un bouc émissaire.

La défense de Léon Blum

Il faut citer sa lettre à la Cour du 20 octobre 1941⁷ : « *Quand on impute une responsabilité pénale à un homme, à un chef de gouvernement, sans établir ni même alléguer rien qui touche à sa personne, sans articuler un seul fait contraire à la probité, à l'honneur, au devoir professionnel d'application, de labeur et de conscience ; quand on lui fait crime exclusivement d'avoir appliqué la politique commandée par le suffrage universel souverain, contrôlée et approuvée par le parlement délégué de la souveraineté, alors on dresse le procès non plus de cet homme, non plus de ce chef de gouvernement, mais du régime républicain et du principe républicain lui-même. Ce procès, je suis fier de le soutenir au nom des convictions de toute ma vie...* ». « *Si la République reste l'accusée, nous resterons à nos postes de combat, comme ses témoins et comme ses défenseurs* ».

Les principaux points de sa défense sont les suivants :

- 1/ la question de la défaite militaire n'est pas posée,
- 2/ le procès est illégal puisque toutes les lois ont été votées à de larges majorités en 1936,
- 3/ sa probité personnelle n'étant pas remise en cause, il n'aurait pas dû être accusé,
- 4/ les responsabilités de l'impréparation militaire remontent bien avant (Pétain ministre de la Guerre sous Doumergue en 1934, Laval président du Conseil en 1931 et 1935).

Pourquoi, si l'on entre dans une logique rétroactive, contraire au droit pénal républicain, démarrer l'enquête en 1936 et pas en 1934 voire en 1930 ?

Blum démonte l'une après l'autre toutes les accusations :

- il soutient que le train de réformes institué par le Front Populaire a évité de graves tensions sociales qui auraient obéré le redressement nécessaire et handicapé le pays face à l'agression délibérée des nazis,
- il justifie les congés payés et le développement du sport pour la santé physique et morale d'un peuple meurtri par les années de crise, la déflation etc.,
- il défend la nationalisation des certaines industries d'armement que la carence de l'investissement privé avait affaiblies,
- il souligne l'effort budgétaire vigoureux de réarmement, poursuivi par Daladier et aujourd'hui reconnu par de brillantes thèses d'histoire, celle de Robert Frank notamment⁸.

6. *Le Matin*, 11 février 1942, éditorial de Stéphane Lauzanne.

7. « Une lettre de Léon Blum à la cour de Riom », in Blum, Léon, *L'histoire jugera*, L'Arbre, 1943, p.268.

8. Frank, Robert, *Le Prix du réarmement français (1935-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne,

Il conclut : « Messieurs, j'ai achevé. Vous pourrez naturellement nous condamner. Je crois que, même par votre arrêt, vous ne pourrez pas effacer notre œuvre. Je crois que vous ne pourrez pas - le mot vous paraîtra peut-être orgueilleux - nous chasser de l'histoire de ce pays. Nous n'y mettons pas de présomption, mais nous y apportons une certaine fierté : nous avons dans un temps bien périlleux, personnifié et vivifié la tradition authentique de notre pays, qui est la tradition démocratique et républicaine. De cette tradition, à travers l'histoire, nous aurons malgré tout été un moment. Nous ne sommes pas je ne sais quelle excroissance monstrueuse dans l'histoire de ce pays, parce que nous avons été un gouvernement populaire ; nous sommes dans la tradition de ce pays depuis la Révolution française. Nous n'avons pas interrompu la chaîne, nous ne l'avons pas brisée, nous l'avons renouée et nous l'avons resserrée. Naturellement, il est facile quand on dispose de tous les moyens qui agissent sur l'opinion de défigurer notre œuvre, comme on peut défigurer notre personne, notre visage. Mais la réalité est là et elle se fera jour. La durée de l'effort humain ne commande pas le rendement d'un appareil industriel, le loisir n'est la paresse ; la liberté et la justice n'ont pas fait de la patrie une proie désarmée ; avec les ilotes on ne fait pas plus des ouvriers que des soldats. Qu'il s'agisse de manier l'outil ou de manier l'arme, ce sont la liberté et la justice qui engendrent les grandes vertus viriles, la confiance, l'enthousiasme et le courage. Quand on nous dit : « Vous avez eu tort, il fallait agir autrement », on nous dit nécessairement, forcément, qu'il fallait briser et trahir la volonté exprimée par le peuple. Nous ne l'avons ni trahie, ni brisée par la force, nous y avons été fidèles. Et Messieurs, par une ironie bien cruelle, c'est cette fidélité qui est devenue une trahison. Pourtant cette fidélité n'est pas épuisée, elle dure encore. Et la France en recueillera le bienfait dans l'avenir où nous plaçons notre espérance et que ce procès, ce procès même, dirigé contre la République, contribuera à préparer »⁹.

L'importance historique du procès de Riom

Pétain avait pensé que ce procès aurait un retentissement favorable (250 journalistes s'étaient entassés). Or audience après audience, il tourne au fiasco. Et après son interruption, les extraits de la plaidoirie de Léon Blum sont publiés clandestinement en France et librement au Canada sous le titre *L'histoire jugera*.

Le fondateur de la République 1945-1950

Rescapé de l'attentat en 1936, Léon Blum est à nouveau rescapé de deux années de persécutions et deux années d'incarcération à Buchenwald, où il avait été rejoint par sa femme, Jeanne.

Pendant les cinq années de vie qui lui restent (il meurt subitement à Jouy-en-Josas le 30 mars 1950 à 78 ans), Léon Blum apparaît très peu comme homme de pouvoir. Il refuse d'entrer dans le gouvernement provisoire de Charles de Gaulle, mais il accepte de présider le dernier gouvernement provisoire de décembre 1946 - janvier 1947, appelé par Vincent Auriol, président de l'Assemblée constituante. Celui-ci, devenu président

1982.

9. « Audience du 11 mars 1942 » in Blum, Léon, *L'histoire jugera*, L'Arbre, 1943, p.347.



Le relais : passage de témoin entre Blum et Auriol en janvier 1947.

de la République, l'appelle de nouveau en novembre 1947, mais il échoue de peu à l'investiture. Il sera encore vice-président dans le gouvernement éphémère (juillet - septembre 1948) du radical André Marie.

Auréolé de son passé de gouvernant et de résistant, il joue un rôle d'inspirateur au sein de la SFIO dont il dirige le quotidien *Le Populaire*, rédigeant régulièrement un éditorial.

Les leçons de la défaite de 1940 et de la faillite à Vichy de la IIIe République ont été tirées dans son livre politique majeur *À l'échelle humaine*¹⁰, rédigé en captivité en 1941. Il y critique l'attitude égoïste de la bourgeoisie française. Il y admet des retouches importantes aux institutions républicaines : décentralisation réelle, mais aussi autorité centrale et continuité avec le contrat de législature.

Estimant que « *le socialisme est le maître de l'heure* », il essaie avec son disciple Daniel Mayer, qui a reconstitué le PS sous l'Occupation, de faire prévaloir une ouverture de son parti à des forces nouvelles, syndicalistes, classes moyennes. Mais au congrès de Paris du 29 août 1946, il échoue et voit Guy Mollet devenir le secrétaire général de la SFIO avec un programme assez rigide, fondé sur la doctrine marxiste, préconisant alors un rapprochement avec le PCF, vite abandonné en 1947 avec la guerre froide qui s'installe.

Blum soutient les réformes votées au temps de l'unité de la Résistance, inspirées par le programme du Conseil National de la Résistance : Sécurité sociale, comités d'entreprise, nationalisations des banques et nationalisations sanctions, Renault par exemple, sous de Gaulle puis sous le « tripartisme » (PCF, SFIO et MRP) qui s'interrompt en 1947 sous Paul Ramadier. Il effectue une mission essentielle en mars 1946 aux États-Unis pour effacer des dettes, obtenir des crédits, préfigurant ainsi le plan Marshall. Il y opère une négociation controversée sur le cinéma, les accords Blum-Byrnes - Pascal Ory, dans le livre de Collin¹¹, le défend sur ce point très controversé.

Mais il s'oppose vivement au gaullisme au moment de la mise place des institutions, et aussi au communisme, en constatant que le PCF reste toujours sous la coupe de l'URSS.

10. Blum, Léon, *À l'échelle humaine*, Paris, Gallimard, 1945.

11. Collin, Philippe, *Léon Blum*, *op. cit.*

C'est la théorie de la Troisième force, qui va assurer l'existence de la IVe République pendant douze ans, certes dans une instabilité permanente, et avec des périodes d'agitation ou de revendications extra-parlementaires (1948, 1953, 1958).

Lucide sur la nécessité de la décolonisation, il ne peut empêcher que les guerres coloniales ne se déclenchent. La première, celle d'Indochine, démarre sous son bref gouvernement avec le bombardement de Haïphong par le moine-amiral et haut-commissaire Georges Thierry d'Argenlieu, un proche de de Gaulle. Celle d'Algérie qui s'ouvre après sa mort le 1^{er} novembre 1954, résulte de l'échec des solutions d'accès des musulmans à la citoyenneté, préparées en 1936 et 1937 par Maurice Viollette et Marius Moutet sous le Front Populaire.

Enfin, il suit avec attention les premières approches de la construction européenne (congrès de Bruxelles, 1948) et l'installation de l'ONU et surtout de l'Unesco dont il obtient la localisation à Paris.

Conclusion

Calomnié et agressé de son vivant, Léon Blum n'a peut-être pas eu la consécration qu'il aurait méritée après sa mort, malgré des obsèques nationales en avril 1950.



Statue de Léon Blum par le sculpteur Philippe Garel 1985, place Léon Blum Paris XI^e.

Un symbole : la statue prête en 1985 n'est inaugurée qu'en 1995, après avoir été déménagée plusieurs fois.

L'expression « force tranquille » a été reprise mot à mot sans citation. Toulouse lui a attribué l'avenue de Jolimont, ensuite rognée par l'avenue Pompidou. La notice du dictionnaire des rues de Toulouse de Pierre Salies¹² évoque surtout son goût du cassoulet.

La droite et l'extrême droite lui reprochent encore l'impréparation à la guerre et le ratage de la reprise économique imputé aux réformes de juin-juillet 1936. Les gaullistes n'ont pas digéré la « troisième force ». Pourtant son appui à de Gaulle en 1941-42 a été décisif pour l'engagement en résistance des socialistes. Et de Gaulle est grandement

12. Salies, Pierre, *Dictionnaire de rues de Toulouse...*, Toulouse, Milan, 1989.

redevable de son retour au pouvoir en 1958 à Vincent Auriol, un des disciples les plus fidèles de Blum.

Le PCF et l'extrême gauche lui font grief d'avoir accepté de démissionner en juin 1937, d'avoir « lâché » l'Espagne républicaine et d'être resté intransigeant face au stalinisme.

En définitive, Léon Blum concentre sur sa personne un certain nombre de courants inavoués : l'ouvriérisme et le populisme, la bien-pensance (son livre *Du Mariage* et sa vie privée compliquée), le stalinisme qui le voit comme l'archétype d'une social-démocratie crédible. Malgré et sans doute à cause de ces malveillances, Léon Blum reste comme le symbole d'une République sociale difficile à mettre en place, toujours contestée, mais toujours renaissante. Enfin il reste, pour tout citoyen, un exemple de probité intellectuelle et morale indépassable.

